



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2023



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attribution de produits	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -21,148 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2023 s'élève à -21,148 Md€ contre -15,926 Md€ à fin janvier 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (-5,222 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 3,355 Md€, une baisse des recettes nettes de 1,109 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 0,758 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 34,490 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 7,363 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (3,047 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,125 Md€), du programme « Vie de l'élève » (1,051 Md€) et du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,840 Md€) ;

► **Mission Défense** : 6,001 Md€, essentiellement au titre du programme « Equipement des forces » (2,323 Md€), du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,073 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,440 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 4,628 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,447 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 3,136 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (2,134 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin janvier 2023 s'élèvent à 34,490 Md€ contre 31,135 Md€ à fin janvier 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (+3,355 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention pour +1,493 Md€ (montant

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,210 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (0,980 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (0,940 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,807 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,942 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,822 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 1,688 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,670 Md€) ;

► **Mission Justice** : 1,091 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission ;

► **Mission Pouvoirs publics** : 1,077 Md€, notamment au titre du programme « Assemblée nationale » (0,571 Md€) ;

► **Mission Régimes sociaux et de retraite** : 0,948 Md€, principalement au titre du programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres » (0,645 Md€).

principalement lié à la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » pour +0,939 Md€, essentiellement en raison d'un décalage calendaire concernant le versement de la prime d'activité, résorbé début février) et des dépenses de fonctionnement pour +1,163 Md€.

Recettes du budget général (nettes) : 18,139 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 14,307 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,405 Md€, dont 1,139 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **IR net** : 2,388 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 2,164 Md€, dont 0,941 Md€ de prélèvements de solidarité et 0,692 Md€ de retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes ;

► **TICPE nette** : 1,009 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -2,084 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,796 Md€, dont -2,005 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 22,326 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin janvier 2023 s'élevaient à 22,326 Md€ contre 23,457 Md€ à fin janvier 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (-1,130 Md€) s'explique notamment par une diminution des recettes d'IS

net pour -0,433 Md€ (écart lié à une hausse des remboursements et dégrèvements pour +0,283 Md€ et à une baisse des recettes brutes pour -0,150 Md€).

Recettes non fiscales : 0,569 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2023 s'élevaient à 0,569 Md€ contre 0,405 Md€ à fin janvier 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (+0,164 Md€) s'explique

principalement par une augmentation des divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat pour +0,104 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -4,880 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin janvier 2023 s'élevaient à -4,880 Md€ contre -4,804 Md€ à fin janvier 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,075 Md€) s'explique par une

augmentation des PSR de l'Etat au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,178 Md€ et par une baisse des PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,102 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 0,123 Md€

Les fonds de concours à fin janvier 2023 s'élevaient à 0,123 Md€ contre 0,191 Md€ à fin janvier 2022 à

périmètre courant, soit une évolution de -0,067 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -4,797 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 9,540 Md€ et des recettes pour 5,523 Md€ (dont 2,975 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,681 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation);

Le solde des comptes spéciaux à fin janvier 2023 s'élève à -4,797 Md€ contre -4,039 Md€ à fin janvier 2022 à périmètre courant.

Cette évolution (-0,758 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,690 Md€ (notamment au titre du paiement des intérêts des BTF pour 0,327 Md€) et des recettes pour 0,763 Md€ (principalement au titre d'abondements par le budget général à hauteur de 0,556 Md€).

comptes de concours financiers de -0,549 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -0,433 Md€, essentiellement en raison d'une hausse des dépenses prévue en loi de finances initiale).

Dettes financières de l'Etat au 31 janvier : 2 331,862 Md€

La dette financière est en augmentation de 19,571 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Les principaux flux nets concernent les titres

négociables (hausse des OAT de +27,000 Md€ et baisse des BTF à hauteur de -7,410 Md€).



	Mois	Cumul à fin janvier		Ecart cumul	
	Janvier	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-21 148	-21 148	-15 926	-15 926	-5 222
Dépenses du budget général (nettes)	34 490	34 490	31 135	30 612	3 355
Recettes du budget général (nettes)	18 139	18 139	19 248	18 725	-1 109
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	2 388	2 388	2 308	2 308	80
- IS *	428	428	860	860	-433
- TICPE	1 009	1 009	1 167	1 167	-157
- TVA	14 307	14 307	14 470	14 470	-162
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 797	-4 797	-4 039	-4 039	-758
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-7 307	168 759			
Dette financière de l'Etat	19 571	2 331 862			

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumul
	Janvier	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	1 077	1 077	1 013	1 013	64
Dépenses de personnel	12 146	12 146	11 706	11 706	439
Dépenses de fonctionnement	7 621	7 621	6 458	6 458	1 163
Charges de la dette de l'Etat	556	556	251	251	305
Dépenses d'investissement	2 285	2 285	2 431	2 431	-146
Dépenses d'intervention	10 658	10 658	9 165	8 642	1 493
Dépenses d'opérations financières	149	149	111	111	37
Total des dépenses (nettes) (I)	34 490	34 490	31 135	30 612	3 355
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	22 326	22 326	23 457	22 934	-1 130
Recettes non fiscales	569	569	405	405	164
Prélèvements sur recettes	-4 880	-4 880	-4 804	-4 804	-75
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾	123	123	191	191	-67
Total des recettes (nettes) (II)	18 139	18 139	19 248	18 725	-1 109
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	23 019	23 019	24 052	23 529	-1 033
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-16 351	-16 351	-11 887	-11 887	-4 464
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-446	-446	-330	-330	-115
Solde des comptes de concours financiers	-4 344	-4 344	-3 795	-3 795	-549
Solde des comptes de commerce	-8	-8	87	87	-95
Solde des comptes d'opérations monétaires	1	1	0	0	1
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 797	-4 797	-4 039	-4 039	-758
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-21 148	-21 148	-15 926	-15 926	-5 222

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumul
	Janvier	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	12 146	12 146	11 706	11 706	439
Rémunérations d'activité	6 948	6 948	0	803	268
Cotisations et contributions sociales	5 115	5 115	6 680	6 680	205
Prestations sociales et allocations diverses	83	83	4 910	4 910	-34
			117	117	
AUTRES TITRES	22 345	22 345	19 429	18 906	2 916
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	1 077	1 077	1 013	1 013	64
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 621	7 621	6 458	6 458	1 163
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 816	2 816	2 347	2 347	469
Subventions pour charges de service public	4 804	4 804	4 110	4 110	694
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	556	556	251	251	305
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	556	556	251	251	305
Titre 5 - Dépenses d'investissement	2 285	2 285	2 431	2 431	-146
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 384	1 384	1 628	1 628	-245
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	901	901	803	803	99
Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 658	10 658	9 165	8 642	1 493
Transferts aux ménages	4 495	4 495	3 447	3 447	1 047
Transferts aux entreprises	2 502	2 502	2 645	2 644	-143
Transferts aux collectivités territoriales	1 397	1 397	1 383	861	14
Transferts aux autres collectivités	2 170	2 170	1 690	1 690	480
Appels en garantie	95	95	0	0	95
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	149	149	111	111	37
Prêts et avances	2	2	0	0	2
Dotations en fonds propres	24	24	2	2	22
Dépenses de participations financières	122	122	109	109	13
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	34 490	34 490	31 135	30 612	3 355

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2023		Cumul à fin janvier 2022 retraité	Cumul à fin janvier 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.							
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	415	362	415	362	202	202	160
Action de la France en Europe et dans le monde	253	203	253	203	179	179	24
Diplomatie culturelle et d'influence	117	117	117	117	7	7	110
Français à l'étranger et affaires consulaires	45	43	45	43	16	16	27
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	421	347	421	347	325	325	23
Administration territoriale de l'Etat	211	187	211	187	174	174	14
Vie politique	40	39	40	39	20	20	20
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	170	121	170	121	131	131	-11
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	311	280	311	280	261	261	19
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾	225	192	225	192	181	181	10
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	42	42	42	34	34	9
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	44	46	44	46	46	46	0
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	507	326	507	326	343	343	-16
Aide économique et financière au développement	107	163	107	163	119	119	44
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	400	163	400	163	223	223	-60
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1186	17	1186	17	59	59	-42
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	1173	5	1173	5	37	37	-33
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	13	13	13	13	21	21	-9
COHESION DES TERRITOIRES	13 325	1 688	13 325	1 688	1 637	1 637	51
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	29	8	29	8	0	0	8
Aide à l'accès au logement	13 295	1 670	13 295	1 670	1 634	1 634	36
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-1	6	-1	6	2	2	4
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	0	0	0	0	0	0	0
Politique de la ville	0	0	0	0	0	0	0
Interventions territoriales de l'Etat	2	4	2	4	1	1	3
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	63	53	63	53	51	51	3
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	43	35	43	35	33	33	2
Conseil économique, social et environnemental	0	0	0	0	0	0	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	20	19	20	19	17	17	1
Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	213	172	213	172	108	108	64
Patrimoines	14	22	14	22	18	18	4
Création	58	11	58	11	11	11	0
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	81	81	81	81	77	77	4
Soutien aux politiques du ministère de la culture	61	59	61	59	3	3	56
DEFENSE	3 486	6 001	3 486	6 001	5 585	5 585	416
Environnement et prospective de la politique de défense	156	165	156	165	195	195	-30
Préparation et emploi des forces	1 161	1 440	1 161	1 440	1 193	1 193	247
Soutien de la politique de la défense	2 167	2 073	2 167	2 073	1 925	1 925	148
Equiperment des forces	1	2 323	1	2 323	2 273	2 273	51
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	134	58	134	58	37	37	20
Coordination du travail gouvernemental	80	41	80	41	31	31	10
Protection des droits et libertés	54	17	54	17	5	5	12
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾	0	0	0	0	2	2	-2
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	4 044	3 136	4 044	3 136	2 758	2 758	378
Infrastructures et services de transports	282	119	282	119	114	114	5
Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾	-1	10	-1	10	9	9	1
Paysages, eau et biodiversité	84	27	84	27	31	31	-4
Expertise, information géographique et météorologie	422	141	422	141	136	136	5
Prévention des risques	14	10	14	10	24	24	-14
Energie, climat et après-mines	532	183	532	183	92	92	91
Service public de l'énergie	2 134	2 134	2 134	2 134	1 980	1 980	154
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	450	386	450	386	367	367	18
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	127	127	127	127	6	6	122
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2023		Cumul à fin janvier 2022 retraité	Cumul à fin janvier 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.						
ECONOMIE	546	199	546	199	90	90	108
Développement des entreprises et régulations	192	126	192	126	48	48	78
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	35	37	35	32	32	2
Stratégies économiques	317	38	317	38	10	10	28
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	534	534	534	534	256	256	278
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	429	429	429	429	246	246	183
Appels en garantie de l'Etat	95	95	95	95	0	0	95
Epargne	10	10	10	10	10	10	0
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0	0	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 530	7 363	7 530	7 363	7 229	7 229	134
Enseignement scolaire public du premier degré	2 129	2 125	2 129	2 125	2 073	2 073	52
Enseignement scolaire public du second degré	3 058	3 047	3 058	3 047	2 958	2 958	89
Vie de l'élève	1 154	1 051	1 154	1 051	1 075	1 075	-24
Enseignement privé du premier et du second degrés	872	840	872	840	827	827	13
Soutien de la politique de l'éducation nationale	173	180	173	180	169	169	11
Enseignement technique agricole	145	121	145	121	128	128	-8
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	960	836	960	836	814	814	21
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	708	612	708	612	594	594	18
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	116	103	116	103	90	90	12
Facilitation et sécurisation des échanges	137	121	137	121	130	130	-8
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	164	134	164	134	125	125	10
Immigration et asile	155	134	155	134	124	124	9
Intégration et accès à la nationalité française	9	1	9	1	0	0	1
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	0	0	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0	0	0
Financement des investissements stratégiques	0	0	0	0	0	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	0	0	0	0	0	0
JUSTICE	1 245	1 091	1 245	1 091	795	795	296
Justice judiciaire	399	384	399	384	321	321	63
Administration pénitentiaire	330	372	330	372	375	375	-3
Protection judiciaire de la jeunesse	210	68	210	68	65	65	3
Accès au droit et à la justice	215	205	215	205	2	2	203
Conduite et pilotage de la politique de la justice	90	61	90	61	31	31	30
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	0	1	1	1	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	55	32	55	32	35	35	-2
Presse et médias	55	32	55	32	35	35	-2
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	190	45	190	45	70	70	-25
Emploi outre-mer	40	19	40	19	17	17	2
Conditions de vie outre-mer	151	26	151	26	53	53	-27
PLAN DE RELANCE	-1	32	-1	32	152	152	-120
Écologie	0	13	0	13	45	45	-32
Compétitivité	-1	19	-1	19	99	99	-80
Cohésion	0	0	0	0	8	8	-8
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽²⁾	0	0	0	0	388	388	-388
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	383	383	-383
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	5	5	-5
POUVOIRS PUBLICS	1 077	1 077	1 077	1 077	1 013	1 013	64
Présidence de la République	110	110	110	110	105	105	5
Assemblée nationale	571	571	571	571	518	518	53
Sénat	346	346	346	346	339	339	8
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	34	34	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	13	13	13	13	16	16	-3
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1	1	0



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2023		Cumul à fin janvier 2022 retraité	Cumul à fin janvier 2022 consommé	Ecart cumul
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	16 131	4 628	16 131	4 628	3 945	3 945	683
Formations supérieures et recherche universitaire	13 562	3 447	13 562	3 447	3 111	3 111	337
Vie étudiante	684	443	684	443	450	450	-7
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	0	2	0	2	83	83	-81
Recherche spatiale	1 025	403	1 025	403	0	0	403
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	803	298	803	298	276	276	21
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	0	0	0	3	3	-3
Recherche duale (civile et militaire)	22	0	22	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	34	34	34	34	22	22	12
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	4 850	948	4 850	948	921	921	26
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 245	645	3 245	645	613	613	32
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	735	135	735	135	134	134	0
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	870	168	870	168	174	174	-6
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-7	0	-7	0	2	2	-2
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-7	0	-7	0	2	2	-2
Concours spécifiques et administration	0	0	0	0	1	1	-1
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	14 107	14 092	14 107	14 092	12 194	12 194	1 898
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	13 539	13 525	13 539	13 525	11 671	11 671	1 854
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	567	567	567	567	523	523	44
SANTE	50	20	50	20	33	33	-13
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	50	20	50	20	33	33	-13
Protection maladie	0	0	0	0	0	0	0
Carte vitale biométrique ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séjour investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	0	0	0	0	0
SECURITES	1 907	1 807	1 907	1 807	1 741	1 741	66
Police nationale	967	942	967	942	928	928	14
Gendarmerie nationale	912	822	912	822	790	790	33
Sécurité et éducation routières	2	1	2	1	1	1	0
Sécurité civile	25	42	25	42	22	22	19
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	25 410	2 210	25 410	2 210	1 261	1 261	949
Inclusion sociale et protection des personnes	12 289	940	12 289	940	2	2	938
Handicap et dépendance	12 470	980	12 470	980	980	980	0
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	651	290	651	290	279	279	11
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽³⁾	0	0	0	0	0	0	0
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	242	50	242	50	23	23	27
Sport	234	39	234	39	18	18	21
Jeunesse et vie associative	8	11	8	11	5	5	6
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	75	27	75	27	11	11	16
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾	1	6	1	6	4	4	2
Transformation publique	3	8	3	8	4	4	4
Innovation et transformation numériques	0	0	0	0	0	0	0
Fonction publique	68	10	68	10	0	0	10
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	3	3	3	3	3	3	1
TRAVAIL ET EMPLOI	1 148	450	1 148	450	342	342	108
Accès et retour à l'emploi	1 025	344	1 025	344	272	272	72
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	76	55	76	55	21	21	34
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	-2	0	-2	0	0	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	49	50	49	50	48	48	2
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	100 319	48 015	100 319	48 015	42 806	42 806	5 209
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	86 780	34 490	86 780	34 490	31 135	30 612	3 355

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumul
	Janvier	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 354	8 354	7 804	7 804	550
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	88	88	125	125	-37
Impôt sur les sociétés (C)	1 410	1 410	1 559	1 559	-149
Impôt sur les sociétés	1 395	1 395	1 545	1 545	-150
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	15	15	14	14	1
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	2 164	2 164	1 652	1 652	511
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	270	270	96	96	174
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	692	692	433	433	259
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	1	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	65	65	73	73	-9
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	3	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	1	1	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	1	3	3	-2
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	1	1	1	0
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	12	12	12	12	0
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	941	941	771	771	170
Taxe sur les services numériques	0	0	0	0	0
Taxe d'habitation sur les résidences principales	146	146	161	161	-16
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	16	16	10	10	6
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Recettes diverses	15	15	89	89	-74
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 171	1 171	1 319	1 319	-148
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	20 259	20 259	19 241	19 241	1 018
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 405	2 405	3 427	3 427	-1 022
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	35	35	111	111	-75
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	18	18	18	18	0
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	12	12	3	3	8



	Mois	Cumul à fin janvier			Ecart cumul
	Janvier	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	326	326	286	286	40
Mutations à titre gratuit par décès	813	813	703	703	110
Contribution de sécurité immobilière	76	76	75	75	1
Autres conventions et actes civils	36	36	31	31	5
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	53	53	47	47	6
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	49	49	57	57	-8
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	14	7	7	7
Timbre unique	74	74	47	47	27
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	0	0	55	55	-55
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	350	350	1 446	1 446	-1 096
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0	0
Amendes et confiscations	3	3	3	3	0
Taxe générale sur les activités polluantes	3	3	6	6	-3
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	11	11	13	13	-2
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	148	148	135	135	13
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	4	4	0
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	32	32	36	36	-4
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	59	59	45	45	15
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	32	32	35	35	-3
Prélèvement sur les paris sportifs	54	54	58	58	-4
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	10	10	9	9	2
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	142	142	180	180	-38
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	49	49	17	17	32
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	35 851	35 851	35 128	35 128	723
TOTAL GENERAL (net)	22 326	22 326	23 457	22 934	-1 130

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin janvier		Ecart cumul
	Janvier	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	2	2	16	16	-14
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	0	15	15	-15
Autres dividendes et recettes assimilées	2	2	0	0	2
Produits du domaine de l'Etat (B)	54	54	72	72	-18
Revenus du domaine public non militaire	41	41	3	3	38
Autres revenus du domaine public	0	0	0	0	0
Revenus du domaine privé	12	12	27	27	-15
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	1	42	42	-41
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	121	121	117	117	4
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	119	119	115	115	4
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	1	1	1	-1
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	0	0	0
Autres recettes diverses	1	1	0	0	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	37	37	20	20	16
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	0	1	1	0
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	1	1	0	0	1
Intérêts des autres prêts et avances	0	0	8	8	-8
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	9	9	7	7	2
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	26	26	4	4	22



	Mois		Cumul à fin janvier		Ecart cumul
	Janvier	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	70	70	64	64	6
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	15	15	14	14	1
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	5	5	-4
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	0	1	1	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	54	54	42	42	11
Frais de poursuite	0	0	1	1	-1
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0	0
Divers (F)	286	286	116	116	170
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	1	1	0	0	1
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	105	105	1	1	104
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	16	16	16	16	-1
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	1	0	0	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0	0
Récupération d'indus	9	9	2	2	8
Recouvrements après admission en non-valeur	8	8	15	15	-7
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	2	5	5	-2
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	3	2	2	1
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	40	40	33	33	7
Produits divers	1	1	1	1	0
Autres produits divers	98	98	39	39	59
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	569	569	405	405	164

(1) Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin janvier		Ecart cumulé
	Janvier	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 796	-2 796	-2 618	-2 618	-178
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 005	-2 005	-2 001	-2 001	-4
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	0	0	0
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-290	-290	-82	-82	-209
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-11	-11	3	3	-14
Dotations élu local	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-4	-4	0	0	-4
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	-1	-1	1
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-238	-238	-239	-239	2
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0	0
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-9	-9	-9	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-8	-8	-8	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	15	15	4	4	11
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-243	-243	-259	-259	16
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	-5	-5	0	0	-5
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-2 084	-2 084	-2 186	-2 186	102
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 880	-4 880	-4 804	-4 804	-75
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	107	107	177	177	-70
Fonds de concours - coopération internationale	16	16	14	14	3
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾	123	123	191	191	-67

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier									Ecart cumul
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes			Soldes 2023 / 2022 retraité
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	
	unité : million d'€.											
Comptes d'affectation spéciale	5 592	5 146	5 592	4 996	4 996	5 146	4 666	4 666	-446	-330	-330	-115
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	3	186	3	8	8	186	133	133	183	125	125	58
Développement agricole et rural	0	3	0	0	0	3	3	3	3	3	3	1
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	8	31	8	6	6	31	31	31	23	26	26	-3
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	17	102	17	12	12	102	44	44	85	32	32	53
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	0	0	0	34	34	0	0	0	0	-34	-34	34
Participations financières de l'Etat	433	31	433	61	61	31	3	3	-402	-58	-58	-344
Pensions	5 131	4 793	5 131	4 876	4 876	4 793	4 452	4 452	-338	-424	-424	86
Comptes de concours financiers	9 879	5 534	9 879	9 427	9 427	5 534	5 632	5 632	-4 344	-3 795	-3 795	-549
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à l'audiovisuel public	318	7	318	308	308	7	201	201	-311	-107	-107	-203
Avances aux collectivités territoriales	9 540	5 523	9 540	9 010	9 010	5 523	5 426	5 426	-4 017	-3 584	-3 584	-433
Prêts à des Etats étrangers	19	4	19	35	35	4	5	5	-15	-30	-30	14
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	2	0	2	74	74	0	0	0	-2	-74	-74	72
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	1 038	1 031	1 038	503	503	1 031	591	591	-8	87	87	-95
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾	80	178	80	77	77	178	114	114	98	36	36	62
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	14	14	14	13	13	14	15	15	0	2	2	-2
Couverture des risques financiers de l'Etat	3	3	3	2	2	3	2	2	0	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	23	67	23	23	23	67	95	95	43	72	72	-29
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	690	763	690	353	353	763	356	356	73	4	4	69
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	6	3	2	2	6	6	6	2	3	3	-1
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	2	1	1	1	2	2	0	1	1	-1
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	224	0	224	31	31	0	0	0	-224	-31	-31	-193
Comptes d'opérations monétaires	0	1	0	66	66	1	66	66	1	0	0	1
Emission des monnaies métalliques	0	1	0	1	1	1	1	1	1	0	0	1
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	0	65	65	0	65	65	0	0	0	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	16 510	11 713	16 510	14 993	14 993	11 713	10 955	10 955	-4 797	-4 039	-4 039	-758
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	16 510	11 713	16 510	14 928	14 928	11 713	10 889	10 889	-4 797	-4 039	-4 039	-758

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		389	10	399
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	12	-1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 831	-762	4 069
	Total organismes à caractère financier		5 233	-753	4 479
	CEPL	Régions	2 683	800	3 483
		Départements	12 020	-1 176	10 845
		Communes	31 795	-730	31 065
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	-9	18 866
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-101	2 291
		Autres	10 106	-641	9 465
	Total CEPL		77 872	-1 857	76 015
	Etablissements publics de santé		9 230	331	9 561
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-5 301	21 672
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	348	22 436
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	2 304	7 479
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	-322	1 982
Total établissements publics nationaux		56 540	-2 971	53 569	
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		8 816	-432	8 384	
Union européenne		3 975	-2 330	1 645	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	5	5 991	
	GIP	1 887	-113	1 773	
	EPL	2 809	791	3 600	
	Autres correspondants	3 338	-34	3 304	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	0	72	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 091	649	14 740	
Total Dépôts de fonds du Trésor		175 757	-7 362	168 395	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	306	56	362	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	3	-1	2	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	309	56	365	
Total Passif (A)		176 066	-7 307	168 759	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		176 066	-7 307	168 759	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	19 590	2 297 414
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	27 000	2 156 361
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	27 000	2 156 361
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 867 131	24 997	1 892 128
- <i>taux variable</i>	213 940	1 747	215 687
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	-7 410	141 053
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	-7 410	141 053
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-19	34 449
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	19 571	2 331 862



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2022 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux ». Ces chiffres seront retraités, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2023.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emploi.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.